

## **Margaret Thatcher ou la polarisation assumée**

Pascal Delwit

Pour les jeunes de vingt ans qui ne peuvent pas connaître, Margaret Thatcher a pour le moins frappé les imaginations dans la décennie quatre-vingt.

Elle l'a fait d'abord et avant tout par les orientations de politiques publiques qu'elle a initiées. Thatcher a rompu avec ce qu'on nommait en Grande-Bretagne le *butskellisme* – contraction des ministres des finances Hugh Gaitskell (travailliste) et Rab Butler (conservateur) –, une voie centriste teintée à gauche quand les travaillistes gouvernaient et à droite quand les conservateurs étaient aux affaires. Premier ministre en 1979, elle a pleinement endossé les préceptes de l'école de Chicago en économie. Ce faisant, elle a largement mis fin aux éléments mixtes de l'économie britannique, assumé pleinement des processus de dérégulation et de libéralisation, faisant passer le seuil de pauvreté au Royaume-Uni de moins de 10% en 1979 à... 25% en 1991.

Elle l'a fait ensuite dans la forme. Surnommée, on le sait, la *dame de fer*, Thatcher a pleinement accepté son image de *mégère*, de mépris et d'intransigeance, au prix d'une hostilité sans nom qui lui sera vouée : des mineurs britanniques aux autorités irlandaises, en passant, bien sûr, par les Argentins. On peut certes sourire aujourd'hui à la Chambre des communes des évaluations des premières offres d'emploi auxquelles elle a postulé – « une femme incroyablement têtue » – mais en vérité pour les affaires britanniques et internationales, ce n'était pas particulièrement amusant.

Finalement, plus qu'à tout autre niveau, c'est à l'échelle européenne que Margaret Thatcher a donné la pleine mesure de ses capacités. Sur le fond et la forme. Assez logiquement, elle y a défendu sa vision des intérêts de la Grande-

Bretagne dans la Communauté européenne ; tous les chefs d'Etat et de gouvernement font de même. Ce qui a alors marqué, et qui serait peut-être moins saisissant aujourd'hui, c'est l'absence totale d'engagement dans le projet européen. Ce faisant, il faut le souligner, sa posture n'était pas particulièrement originale en Grande-Bretagne. Rappelons par exemple que le parti travailliste fit campagne aux élections législatives de 1983 pour le retrait du Royaume-Uni de la Communauté européenne. Et le célèbre « I want my money back » était un avis partagé au pays. Mais finalement, cet isolement qu'elle a cultivé, cette morgue qu'elle a porté au pinacle, feront sa perte et paradoxalement conduiront à des inflexions sur la construction européenne dans le chef des travaillistes britanniques.

On retient souvent, à juste titre, le « discours de Bruges » comme son moment rhétorique le plus épique sur la Communauté européenne. Elle y avait asséné sans fard son anti-étatisme et son nationalisme : « Si nous avons réussi à faire reculer chez nous les frontières de l'Etat, ce n'est pas pour les voir réimposées au niveau européen, avec un super-Etat européen exerçant à partir de Bruxelles une domination nouvelle. Nous voulons assurément voir une Europe plus unie, avec une plus grande détermination. Mais il faut que ce nouvel état de choses se fasse en préservant les différentes traditions, les pouvoirs parlementaires et les sentiments de fierté nationale, car tel a été au cours des siècles le nerf de l'Europe » avait-elle notamment déclaré. Mais on oublie que cette allocution fut son champ de cygne. Margaret Thatcher la conçut comme une réponse à l'intervention de Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, au congrès des syndicats britanniques. Le discours est certes devenu les tables de lois du conservatisme le plus étriqué. Mais en vérité, la réponse de Thatcher sonna comme un aveu. Un aveu d'isolement. Au plan européen et britannique. L'introduction de la *poll tax* signa sa chute, que peu regrettèrent alors.